



ENVIRONICS
R E S E A R C H G R O U P

**Recherche par groupe de discussion :
Stratégie du Canada sur la gouvernance internationale des pêches
et la lutte à la surpêche mondiale – Attitudes en Europe**

Mars 2005

Environics Research Group Limited

Table des matières

Introduction	1
Sommaire	3
A. Principales constatations et conclusions	3
B. Recherche future proposée de l'opinion du public.....	9
Analyse détaillée des constatations	10
A. Sensibilisation/impression initiale de la pêche et de son importance au plan culturel	10
B. Réaction au problème de la surpêche	16
C. Rôle de l'Union européenne et des gouvernements nationaux.....	19
D. Connaissance de l'OPANO, rôle du Canada et priorités d'intervention	21
E. Dernières réflexions.....	29

INTRODUCTION

Méthodologie

Le groupe Environics Research est heureux de présenter à Pêches et Océans Canada (MPO) ce rapport de groupe de discussion. La société Environics a organisé une série de neuf groupes de discussion tenus dans cinq villes européennes : Boulogne-sur-mer, France (5 fév.); Stockholm, Suède (8 fév.); Aveiro (10 fév.) et Lisbonne (19 mars), Portugal; et Vigo, Espagne (12 fév.). Deux groupes ont été tenus à chaque endroit, sauf à Lisbonne, où une seule session a été tenue. Cette recherche repose sur une série similaire de groupes de discussion tenus sur le même sujet par la société Environics à travers le Canada en décembre 2004. On peut obtenir une copie du rapport de cette recherche sous pli distinct.

À Boulogne et à Lisbonne, les sessions ont été tenues avec des représentants intéressés du grand public. Dans les trois autres villes, l'une des sessions a été tenue avec des représentants intéressés du grand public et l'autre avec des intervenants directs. Les représentants intéressés du grand public comprenaient des hommes et des femmes de différents groupes d'âge et de différents milieux de la société. Ils devaient être des gens au moins «relativement intéressés» par les questions touchant les politiques publiques, des gens qui avaient au moins fait des études post-secondaires et des gens qui avaient fait au moins deux des cinq choses suivantes : des présentations en public, rédigé un article publié, rédigé une lettre adressée au rédacteur en chef d'une publication, agi comme administrateur d'un club ou d'une organisation ou téléphoné à un talk-show à la radio ou à la télévision.

À Stockholm, à Vigo et à Aveiro, l'une des sessions a été tenue avec les intervenants directs. À Stockholm, les intervenants directs étaient des représentants d'organismes environnementaux bien connus de Suède. À Vigo et à Aveiro, les intervenants étaient des intervenants directs dans la pêche : des propriétaires de navires de pêche, des océanographes, des représentants des syndicats de pêcheurs, etc. Le MPO a fourni à Environics des listes de noms d'intervenants directs qui pouvaient être recrutés dans chacune de ces villes et les autres firmes locales de recherche retenues en sous-traitance par la société Environics pour faire les recherches sur place et s'occuper du recrutement.

Le guide de discussion pour les sessions s'appuyait sur les informations fournies par le MPO et sur le guide utilisé par les groupes de discussion canadiens tenus par la société Environics en décembre 2004. Le guide a été préparé en réponse à l'expérience vécue en Europe après les consultations poussées organisées entre la société Environics et le MPO. Certains documents de fond préparés par le MPO ont également été diffusés à certains points des sessions pour donner aux participants de plus amples informations sur ce sujet.

Certaines techniques interactives ont été employées dans la conduite des séances de groupe de discussion. Une technique utilisée pour amorcer la discussion et apprendre, par exemple sur la sensibilisation actuelle aux défis des pêches, consistait en un exercice de jumelage, dans lequel des groupes de deux ou trois participants travaillent quelques minutes à l'écart, pour ensuite ramener de l'information au groupe. Cette méthode a produit une quantité considérable d'information dans une brève période, et contribué à rendre les participants plus à l'aise dans leurs interactions.

Objectifs

La surpêche est un sujet qui prend beaucoup d'importance tant pour le Canada que le reste de la communauté mondiale. Le sujet est complexe et comprend ce qui à première vue pourrait être en conflit avec les intérêts de la conservation, les inquiétudes au plan écologique, la souveraineté nationale et la diplomatie ainsi que des questions économiques. Au cours des dernières années, il y a eu des cas de surpêche dans les eaux internationales et ces cas ont été couverts par les médias. Comme les pêcheurs vont pêcher de plus en plus loin des côtes de leurs pays d'origine pour trouver des prises, ces incidents se poursuivront probablement.

Le MPO désire prendre la tête, tant au Canada qu'à l'étranger, pour sensibiliser les gens face à ce sujet dans le but de trouver des solutions à ce problème de surpêche, solutions qui tiennent compte tant des facteurs économiques qu'écologiques. Le Ministère croit que la sensibilisation du public et les activités partisanes tant au Canada qu'à l'étranger seront un important moyen de diffusion des informations à différents auditoires au sujet de l'implication du Canada dans la surpêche et la gouvernance internationale des pêches en plus de se mériter l'appui des gens tant au pays qu'à l'étranger pour ces activités.

Cette phase de la recherche a été organisée dans le but d'évaluer les attitudes en Europe et d'explorer les possibilités de recherche future.

Les objectifs particuliers sont les suivants :

- Évaluer le niveau actuel de sensibilisation et de compréhension de l'incidence des pêches pour chaque pays et ses gens.
- Déterminer quels sujets sont considérés comme les plus troublants pour les pêches et si les gens croient que leurs gouvernements et la communauté mondiale font suffisamment pour protéger la vie aquatique.
- Évaluer le niveau d'inquiétude des gens en Europe au sujet de la surpêche, les raisons sous-jacentes à ces inquiétudes et s'ils croient que la situation s'améliore ou non.
- Évaluer les différences et les similitudes en ce qui concerne les attitudes et les niveaux d'intérêt face à la surpêche à l'échelle internationale et domestique et si on sait qu'il y a une surpêche à travers le monde.
- Explorer les réactions face aux communications du MPO relativement à l'état de la pêche du Canada et de la stratégie du Canada pour contrer la surpêche et améliorer la gouvernance des pêches à l'échelle internationale; identifier quels éléments engendrent des réactions positives ou négatives.
- Analyser la compréhension et les perceptions relativement à la gouvernance et à la gestion des pêches internationales.
- Évaluer le niveau de compréhension du concept de développement durable, d'écosystème en santé des océans et l'appui reçu par ce concept en ce qui a trait aux buts poursuivis par la stratégie relative à la surpêche.
- Identifier les besoins en informations en Europe et les sources d'informations désirées sur ce sujet.

Cette recherche a également été faite pour mieux comprendre les vues, les attitudes et les perceptions face aux questions de surpêche parmi différents segments de la population européenne. Les distinctions entre les différents pays, y compris ceux dont l'économie est fonction de la pêche, les intervenants directs de l'environnement et le grand public ont été analysées en profondeur.

SOMMAIRE

A. Principales constatations et conclusions

Perceptions initiales sur les pêches

- Les évaluations de l'importance relative des pêches varient en fonction de l'emplacement et du pays. On a noté partout que même si la pêche n'était pas l'industrie la plus importante dans les pays européens, elle était très importante dans différentes régions et différentes collectivités. On considérait partout que la pêche avait des racines historiques et traditionnelles puissantes. Cette perception était particulièrement manifeste en Espagne et au Portugal où les participants considéraient que la pêche avait une importante culturelle et historique qui dépassait les seuls calculs économiques.
- Les participants savaient que les stocks de poissons devenaient de plus en plus rares ou qu'ils disparaissaient. Ils étaient également au courant des pertes d'emplois dans le secteur de la pêche. La pêche était souvent décrite comme étant une industrie sur son déclin.
- Les participants ont exprimé des inquiétudes au sujet de la pollution des océans, ce qui avait une incidence sur la survie et la santé des stocks de poissons. Ces sujets ont surgi plus souvent à Stockholm et à Vigo.
- Plusieurs participants ont exprimé le désir de consommer une plus grande quantité de poissons – tant en raison des avantages pour la santé que pour le goût. Mais invariablement, les participants ont mentionné que le poisson coûtait de plus en plus cher par rapport à la viande. Pour certains, le poisson était plus difficile à préparer en plus de prendre plus de temps. Plusieurs commentaires négatifs ont été exprimés concernant la salmoniculture où le saumon ne goûtait pas aussi bon et il n'était peut-être pas aussi sûr à consommer.
- L'un des grands thèmes qui revenait dans les différentes villes touchait l'ampleur grandissante de l'intervention de l'Union européenne (UE) que les gens voyaient dans les pêches, peut-être même aux dépens des considérations nationales. Les participants ont souligné que lorsque les quotas sont réduits, les emplois disparaissent, de même que le poisson. On a également tendance à penser que les gouvernements nationaux sont relativement impuissants face à la bureaucratie de l'UE.
- La plupart des participants considéraient que les plus grands défis que la pêche devait relever découlaient de la réduction des stocks de poissons, ce qui se traduisait par des pertes d'emplois et de revenus. D'après les participants, les causes provenaient d'une combinaison de facteurs, y compris les propriétaires de navires de pêche qui mettaient trop l'accent sur les profits, la demande excessive de poisson par les consommateurs, la mauvaise gestion faite par l'UE et les gouvernements nationaux, la surpêche faite par différents pays, la pollution qui tue les stocks de poissons et la nouvelle technologie qui permet de capturer le poisson plus efficacement.

- Les participants ont également reconnu que, dans une certaine mesure, leurs propres pays avaient une certaine responsabilité face à l'état actuel de la pêche. Ils ont également convenu que certains participants de l'industrie avaient un comportement inapproprié pour des motifs économiques, un facteur inévitable.

La surpêche

- On croyait en général que certains stocks de poissons devenaient rares. On croyait le plus souvent que cela découlait de la surpêche. On pointait du doigt certains pays pour ce problème. Certains participants croyaient généralement que des navires renégats portant des «pavillons de complaisance» étaient en grande partie responsables du problème. Par ailleurs, on admettait en général que les pays des participants avaient pratiqué la surpêche dans le passé, et même actuellement.
- Sans utiliser les mots de développement durable, les participants ont exprimé le désir de trouver un certain équilibre entre les facteurs économiques et environnementaux. La surpêche a souvent été décrite comme une menace pour l'écosystème mondial en plus d'être une question de conservation puisque certaines espèces de poissons pourraient disparaître complètement.
- La perception de l'étendue de la surpêche comme problème national ou international variait d'une collectivité à l'autre. À Stockholm et à Vigo, la surpêche était considérée davantage comme une question de conservation à l'échelle mondiale. À Aveiro, à Lisbonne et à Boulogne, l'accent était davantage placé sur les répercussions que la surpêche avait sur l'économie locale ou nationale.
- Les participants, spécialement à Vigo, étaient relativement sensibilisés à la zone économique exclusive (ZEE) de 200 milles autour de chaque pays. Lorsque le sujet de la surpêche a été introduit, on avait souvent une fausse conception initiale que cela s'appliquait aux chalutiers qui pêchaient illégalement dans leur ZEE.
- Pour les participants de Boulogne et de Lisbonne, et spécialement de Stockholm, la surpêche au large des côtes du Canada était considérée comme très distante et sans objet. À Aveiro et à Vigo, on comprenait mieux l'incidence de la surpêche dans cette région de leurs pays.
- Mais on s'entendait universellement pour dire que le poisson n'a pas de frontières et que les activités qui se déroulent à l'intérieur et à l'extérieur des ZEE avaient une incidence sur les stocks mondiaux de poissons en général.

Rôle des gouvernements

- Les participants d'Europe avaient une vue légèrement négative du rendement de leurs gouvernements nationaux relativement à leur façon d'aborder les pêches. Dans la plupart des cas, les participants pensaient que leurs gouvernements nationaux avaient tendance à ne pas tenir compte des questions à long terme et des défis rencontrés par les pêches en faveur de gains politiques et économiques à court terme. Mais à Vigo, les participants ont suggéré que le rendement du gouvernement d'Espagne s'améliorait.
- En général, les participants croyaient que leurs gouvernements nationaux et l'UE géraient la pêche en établissant des quotas, en percevant des amendes lorsque les quotas étaient dépassés, en réduisant la durée de la saison de pêche de certaines espèces et en imposant des restrictions quant aux types de filets utilisés. En même

temps, certains se demandaient comment des politiques étaient appliqués – compte tenu de la réduction des stocks de poissons et de l'évolution défavorable du problème de la surpêche.

- L'UE était considérée comme un niveau de gouvernement qui était en grande partie responsable des pêches, ce qui avait des répercussions positives et négatives. Quelques participants croyaient que l'UE, comme niveau de gouvernement, aurait un meilleur contrôle sur un secteur aussi vaste que la ZEE de l'Europe. On accordait un appui vigoureux à l'UE pour qu'elle établisse autant de normes que possible en ce qui concerne les règles s'appliquant à la pêche et à conserver l'industrie viable.
- L'une des critiques entendues face à l'UE est que cette dernière ne tenait pas compte ou ne pouvait pas toujours tenir compte des besoins propres à chaque pays. Les participants pensaient qu'en général on ne tenait pas compte des priorités des petits pays comme le Portugal et la Suède.

Attitudes face au rôle du Canada

- Il n'y avait que peu, voire aucune sensibilisation face aux activités du Canada relativement à la surpêche à l'échelle internationale, à part quelques intervenants directs au plan environnemental à Stockholm et à Vigo, où la sensibilisation était passablement élevée.
- Le document initial de fond diffusé sur l'état de la pêche à l'échelle mondiale et sur la pêche au Canada a suscité différentes réactions. Plusieurs ont été surpris de voir que le Canada avait une grande industrie de la pêche et qui fournissait de l'emploi à tant de gens. La plupart des participants pensaient que cela démontrait pourquoi le Canada était aussi intéressé à faire quelque chose pour contrer la surpêche.
- La plupart des participants ont été surpris d'apprendre qu'on croit que 30 pour cent des poissons capturés dans le monde sont des prises illégales, non déclarées et non réglementées; ces informations ont été considérées comme une indication de la gravité du problème présenté par la surpêche.
- Certains participants avaient des doutes relativement aux motifs du Canada et de son haut niveau d'implication dans cette question. À Vigo et à Aveiro, par exemple, des commentaires négatifs ont été énoncés parce que le Canada voulait élargir sa zone économique et englober la totalité des Grands bancs plutôt que les 90 pour cent actuels seulement.
- Les participants ont également exprimé des doutes, soutenant que si le Canada avait une industrie de la pêche aussi grande, il devait également pratiquer une certaine part de surpêche dans le monde. Un certain nombre d'intervenants directs et d'autres personnes croyaient que le Canada avait «épuisé» ses propres stocks de morues; mais plusieurs ont également noté que le Canada avait peut-être appris par ses erreurs et qu'il essayait maintenant de faire quelque chose de positif.

- Les participants croyaient que le Canada avait le pouvoir de prendre des mesures sur cette question d'une manière que les pays européens ne pouvaient pas adopter parce que le Canada ne faisait pas partie d'une union plus grande (comme l'UE). Les participants avaient tendance à croire que leurs gouvernements nationaux avaient des restrictions et on s'entendait pour dire qu'il était presque impossible de parvenir à un consensus au sein de l'UE.
- Parmi les participants, le Canada avait en général une image très positive comme pays. On le considérait comme un pays moderne, démocratique et chérissant la paix.
- Certaines inquiétudes ont été exprimées parce que le Canada se présentait trop comme un chef de file sur cette question plutôt que d'être un partenaire d'égal à égal avec d'autres pays. Certains participants ont réagi favorablement au fait que le Canada avait fait des démarches nécessaires pour donner suite à ce problème.

Vues exprimées sur l'OPANO

- Les intervenants directs étaient en général au courant de l'existence de l'OPANO et d'autres organismes régionaux de gestion des pêches. Dans le grand public, ces organismes étaient pour ainsi dire inconnus, même si plusieurs participants ont pris pour acquis qu'il devait y avoir une certaine forme d'organisation internationale pour régir la pêche dans les eaux internationales.
- Les participants désiraient en savoir plus sur les pays qui étaient membres de l'OPANO et ceux qui ne l'étaient pas; ils voulaient également savoir ce qui arrivait aux pays qui ne sont pas membres de l'OPANO et qui essayaient de pêcher dans les zones réglementées par l'OPANO. Plusieurs croyaient que les pays non-signataires de l'OPANO pouvaient faire ce qu'ils voulaient quant à la pêche dans les eaux internationales.
- Le grand public prenait pour acquis que les règlements de l'OPANO étaient trop peu vigoureux et qu'ils n'étaient pas appliqués d'une manière suffisamment vigoureuse.
- L'idée que les navires qui violent les règlements étaient punis par leurs propres pays d'origine était considérée comme une invitation aux abus tout en menant à des punitions beaucoup trop indulgentes. Il est universellement reconnu qu'une amende de 5 000 euros en pénalité pour la surpêche est vraiment trop basse. Pour prévenir la surpêche, la majorité des participants croyaient que la sanction doit concorder avec la nature du crime ou dépasser la valeur des poissons capturés illégalement.
- Plusieurs sanctions plus draconiennes ont été présentées par les participants, y compris des peines d'emprisonnement pour les propriétaires et la suspension des permis de pêche pendant une période déterminée. En France, les participants ont également parlé de l'importance d'avoir un suivi rapide relativement aux sanctions infligées.
- Certains participants accordaient leur appui aux sanctions qui s'adressaient aux propriétaires des navires coupables et (ou) aux décideurs et pas nécessairement aux pêcheurs qui se trouvaient à bord des navires.

Terminologie

- L'expression «développement durable» a une connotation très positive et il s'agit d'un concept très bien compris. Plusieurs participants croyaient que ce principe devrait être à la base même de toute politique mondiale sur les pêches. La définition officielle de la notion de développement durable a presque toujours entraîné des hochements de tête en approbation.
- La «gestion des pêches» est associée à la gestion économique et aux quotas s'appliquant à la ressource, avec plusieurs organismes multilatéraux qui établissent des règles communes.

B. Recherche future proposée de l'opinion du public

La tenue de neuf groupes de discussion dans cinq pays d'Europe a permis d'avoir une vue qualitative quelque peu limitée de ce que les gens de chaque pays pensent des questions connexes aux pêches. Ces vues ne représentent pas nécessairement l'avis des «Européens» dans leur ensemble. La France, la Suède, l'Espagne et le Portugal sont des pays extrêmement divers où les perceptions varient énormément d'une région à l'autre et en fonction de la stratification sociale. Néanmoins, cette phase de la recherche a été importante parce qu'elle a permis de comparer la perception que l'Europe avait de la surpêche par rapport à celle du Canada; cette recherche a également permis d'obtenir certaines idées sur la réaction de l'Europe face à mesure que ce sujet prendra de l'ampleur dans les politiques locales et régionales.

Plus tard, le MPO pourrait songer à deux types de recherches additionnelles. Premièrement, le MPO pourrait vouloir quantifier les faits découverts et établir une forme d'étalon de mesure permettant d'évaluer si les interventions futures dans ce domaine ont une incidence positive. On tient des sondages nationaux omnibus dans tous ces pays et il serait sage pour le MPO de créer quelques questions de suivi qui seraient posées à intervalle régulier dans chaque pays pour analyser les attitudes de base suivantes : l'importance de la pêche pour le pays, les inquiétudes au sujet de la surpêche, la source du problème de la surpêche, le désir d'avoir des mesures «draconiennes» et la connaissance des mesures prises par le Canada, entre autres sujets. En posant cinq à six questions de suivi dans chaque pays lors des sondages nationaux omnibus, l'incidence des efforts faits par le Canada pourrait être mesurée d'une manière très rentable.

Deuxièmement, le MPO pourrait tenir d'autres sessions de discussion ou des interviews personnelles. Pour les intervenants directs de la pêche, en particulier, où il a été très difficile de recruter un groupe de discussion, les sessions individuelles pourraient être plus faciles à organiser et les intervenants directs pourraient être plus portés à s'exprimer librement.

ANALYSE DÉTAILLÉE DES CONSTATATIONS

A. Sensibilisation/impression initiale des pêches et de son importance au plan culturel

1. Perceptions générales sur la pêche et sur son importance au plan national

Cette recherche a été tenue dans cinq collectivités très différentes où l'histoire locale gravitant autour de la pêche est unique et où la dépendance locale sur les pêches varie. C'est pourquoi les associations locales de plus grande notoriété face aux pêches variaient énormément. Aux cinq endroits, la pêche n'était pas perçue comme étant la plus importante industrie dans le pays, mais elle était très importante pour certaines régions et (ou) les collectivités du pays et, dans le cas du Portugal et de l'Espagne, en particulier, la pêche avait une grande importance au plan culturel et historique, importance qui dépassait les seuls facteurs économiques. Comme autre grand thème à tous les emplacements, il faut souligner l'importance grandissante que les gens accordaient au rôle de l'Union européenne (UE) relativement aux pêches, peut-être aux dépens des considérations nationales. On a mentionné que lorsque les quotas sont réduits, des emplois sont perdus et le poisson disparaît. On avait également tendance à voir les gouvernements nationaux comme relativement impuissants face à la bureaucratie de l'UE.

Boulogne-sur-mer : À Boulogne, les premiers commentaires et les premières associations ont été à propos des gens qui travaillent dans les pêches, comme les pêcheurs, les travailleurs qui conditionnent/emballent le poisson, la survie de Boulogne face aux pertes d'emplois dans l'industrie de la pêche et la hausse du chômage. À plus d'une reprise, une mention a été faite comme quoi Boulogne était le plus grand port de pêche de France et que cela faisait partie de l'identité locale. De nombreux commentaires initiaux ont été passés concernant les règles et les quotas imposés par l'UE et certains ont même parlé de la disparition des stocks de morue, ce qui obligeait les pêcheurs à se tourner vers d'autres espèces. Même si certains des participants aux deux sessions ont fourni des statistiques sur les emplois, il faut également noter que certains participants n'étaient pas exagérément inquiets au sujet de cette industrie, puisqu'ils n'y travaillaient pas ou qu'ils n'en dépendaient pas personnellement.

À Boulogne, les gens ont parlé du phénomène de «délocalisation» pour décrire comment la pêche devenait moins concentrée sur la capture sans s'éloigner des centres de conditionnement et sur le fait que les pêcheurs devaient aller de plus en plus loin pour trouver le poisson qui était conditionné de plus en plus souvent dans les pays en voie de développement.

À Boulogne, les participants ont été moins enclins que les participants des cinq autres villes à avoir une approche «romantique» de l'industrie de la pêche. Même s'ils ont reconnu l'importance historique de la pêche pour Boulogne, ils ont exprimé un lien émotif moins fort face à l'idée des pêcheurs portant leurs vêtements traditionnels pour aller à la pêche en mer. La pêche était considérée comme un «*moyen difficile de gagner sa vie*» et un participant a même dit : «*tous les membres de ma famille ont travaillé soit dans la pêche elle-même, soit dans l'emballage. Tous sentaient le poisson; c'est pourquoi je n'aime même pas manger de poisson*».

À Boulogne, les participants ont signalé qu'ils mangeaient beaucoup de poisson parce que les plats à base de poisson font partie intégrante de la cuisine régionale; mais il n'y avait pas de tendances permettant de déterminer si on en consommait plus ou moins qu'auparavant, à l'exception des jeunes qui, à leur avis, ne mangeaient pas de poisson aussi souvent. Certains

mangeaient du poisson moins fréquemment parce que le poisson était de plus en plus coûteux et qu'il présentait plus de défis au niveau de la cuisson. En même temps, le poisson était considéré comme bon pour la santé; par conséquent, plusieurs participants essayaient d'en manger plus. On a également souligné que les visiteurs venaient à Boulogne pour manger du poisson et qu'il était regrettable que le poisson et les fruits de mer pris par les pêcheurs locaux et traités localement n'avaient pas de «marquage».

Stockholm : À Stockholm, les participants du grand public et des groupes d'intervenants du secteur environnemental étaient très inquiets au sujet de l'avenir de la pêche en général – mais ils avaient tendance à penser qu'il s'agissait davantage d'un problème régional ou mondial. Les participants ont souligné que la pêche ne représente qu'une petite partie de l'économie de la Suède et que, si elle existe, elle est en grande partie limitée à la côte ouest de la Suède, autour de Gothenburg. Les participants ont noté que l'industrie était plus importante en Norvège et au Danemark. Néanmoins, les associations de plus grande notoriété avec les pêches étaient plus inquiètes au sujet de la disparition des stocks de poissons, notamment comment les stocks de morue étaient disparus. L'importance de la pêche relativement à l'identité nationale de la Suède a été mentionnée relativement aux voyages de Vikings à travers le monde à la recherche de poissons; la pêche était une activité importante de l'origine de la ligue hanséatique des ports qui était tellement importante pour la Suède au Moyen Âge. Les participants ont également noté que pour plusieurs générations, les Suédois ont survécu en consommant des harengs et des saumoneaux.

Les participants des deux sessions ont identifié une différence entre les pêcheurs à bord de petites embarcations et les grands chalutiers; ils étaient plus curieux qu'autre chose concernant les raisons pour lesquelles les stocks de poissons diminuaient et ce qui est fait, le cas échéant, pour contrer le problème. Comme cela s'était produit dans les villes d'Europe, l'UE est rapidement entrée dans l'équation; les participants se demandaient si leur gouvernement national avait vraiment un rôle à jouer dans ce domaine. Les intervenants directs du secteur de l'environnement de Stockholm avaient une perspective similaire. Ils associaient souvent les pêches aux dommages environnementaux causés par des pratiques insoutenables de pêche et la hausse des prix. Au départ, ils se sont également concentrés sur la force de l'industrie de la pêche et comment elle peut manipuler les émotions et faire des pressions au sujet de leurs intérêts auprès du gouvernement et d'une manière que les défenseurs de l'environnement ne peuvent pas utiliser. Comme un participant l'a dit : *«À titre d'activiste, comment puis-je faire concurrence au vieux pêcheur avec sa barbe et son couvre-chef et un manteau qui brave la haute mer pour capturer son poisson ?»* Les participants ont noté que l'industrie de la pêche a beaucoup d'influence en dépit de sa taille relativement petite si on pense à son incidence sur l'économie. Certains participants ont noté qu'en Norvège – où la pêche est une industrie beaucoup plus grande qu'en Suède – elle ne représente qu'environ deux pour cent du PIB et pourtant, le pays a refusé d'adhérer à l'UE en grande partie en raison des pressions exercées par l'industrie de la pêche. Les intervenants directs du secteur de l'environnement ont également souligné que l'idée de la pêche «responsable» est une notion très récente.

Certains participants ont exprimé le désir de consommer plus de poissons, mais que le coût montait sans cesse en Suède. Certains ont également dit qu'ils étaient de plus en plus inquiets au sujet de la teneur en BPC et en polluants d'autres types des poissons.

Aveiro/Lisbonne : À Aveiro, l'association initiale des participants avec les pêches variait, mais l'accent était mis beaucoup plus sur la situation locale. La flottille hauturière du Portugal est basée à Aveiro; par conséquent, la pêche a une incidence directe sur l'économie locale. Les

participants se sont concentrés sur les nombreux problèmes que l'industrie connaît : le Portugal n'avait pas suffisamment de quotas en provenance de l'UE; ils ont ajouté qu'il y avait une crise au niveau de la pêche à longue distance parce que les pêcheurs du Portugal ne pouvaient plus capturer de morue et de merluche comme il le faisait traditionnellement; ils ont insisté sur le fait que le chômage augmentait et que les entreprises fermaient leurs portes. Si certains participants avaient tendance à rejeter la faute pour les problèmes sur les autres pays, d'autres reconnaissaient que le poisson était une ressource restreinte qu'il fallait administrer. On reconnaissait également que la pêche était importante, mais qu'elle représentait une part en perte de vitesse de l'économie du Portugal; plusieurs semblaient se résigner à son déclin continu à l'avenir.

Les intervenants directs d'Aveiro ont parlé de l'importance culturelle de la pêche pour le Portugal, comme pays qui prétend avoir plus d'une centaine de recettes pour la morue salée-séchée. En fait, un participant était un représentant haut gradé d'un club d'amateurs de morue salée-séchée. La pêche est considérée comme un élément important de l'histoire et de la culture du Portugal, activité sur laquelle un empire a été constitué alors que les pêcheurs parcouraient de longues distances pour trouver de nouveaux stocks de poissons. Les participants croyaient que le Portugal risquait de manger plus de poissons que n'importe quel autre pays d'Europe. Le «bacalhau», en particulier, est une ressource principale différente de ce qui se passe en Espagne. D'après un participant, le Portugal est le plus grand consommateur de merluche et le gouvernement du Portugal a essayé d'encourager la consommation d'autres sortes de poisson local, pour remplacer la morue salée-séchée, mais sans résultat. Mais en dépit de tous les discours à propos de la morue, on a noté que le poisson le plus précieux pour le Portugal est la sardine, que le Portugal capture dans ses propres eaux.

L'un des participants a dit que la pêche était «*l'ultime terrain de chasse*» et que parfois, il n'y avait pas de perspective intégrée pour conserver ce terrain. On a estimé que la recherche faite sur les écosystèmes marins n'était pas à la hauteur; par conséquent, les responsables de la conception des politiques avaient tendance à adopter l'attitude suivante : «*si l'on ne connaît pas avec certitude l'incidence environnementale de la pêche – continuons la pêche*». Certains participants ont noté que parce qu'une grande partie de ce qui se produit dans les océans n'est pas visible, les gens ne peuvent pas voir quelle est l'ampleur des dommages faits. «*La pêche est comme la chasse, sauf que nous ne pouvons pas élever le poisson des océans de la même manière qu'on fait une culture et qu'on élève des vaches*».

On a noté une certaine sensibilité spéciale à Aveiro concernant la pêche. Plusieurs participants croyaient que l'UE n'écoutait pas les doléances du Portugal parce que le pays était beaucoup trop petit. Ils insistaient aussi pour dire que des pays comme l'Espagne et la France «*dictaient les règles*». Ce sentiment a été exprimé par les participants des autres villes également, mais ces sentiments étaient particulièrement vigoureux à Aveiro.

À Lisbonne, les participants croyaient que la pêche était importante pour le Portugal parce que le Portugal est un pays côtier. Les participants risquaient plus de qualifier l'industrie de stagnante ou d'industrie très «traditionnelle»; ils croyaient en outre que l'augmentation des coûts au niveau de l'assurance-chômage dans le secteur de la pêche était répartie sur tout le pays. Les participants ont vite qualifié l'industrie comme incapable d'adopter les techniques les plus modernes par rapport à l'industrie de la pêche des pays voisins. Ils pensaient aussi que l'industrie de la pêche subissait des restrictions imposées par l'UE et les autres organismes ainsi que du manque de subventions de la part du gouvernement comme ce qui avait été fait dans d'autres pays.

Les participants de Lisbonne se concentraient sur l'état des stocks de poissons; ils croyaient qu'un nombre grandissant d'espèces de poissons était en voie de disparition en raison des pratiques insoutenables de pêche : «*Les navires reviennent au port plein de poisson et ils repartent aussitôt; ils épuisent les ressources*». Les participants ont passé quelques commentaires au sujet des niveaux de pollution dans les océans et les conséquences de cette pollution sur le poisson.

En ce qui concerne la consommation de poisson, les participants ont donné des réponses similaires à celles des autres groupes de concertation en ce qui a trait à leur désir d'en consommer plus avec les commentaires habituels concernant les coûts et la difficulté rencontrée pour bien préparer le poisson. Quelques commentaires négatifs ont été exprimés au sujet des élevages de poisson; on disait qu'il n'a pas la bonne texture, qu'il était «*artificiel*».

Vigo : Les attitudes initiales concernant la pêche à Vigo étaient de nature plus mondiale que celles exprimées à Aveiro. Les participants ont noté que Vigo est le principal port de pêche de l'Espagne et que l'industrie est la plus importante de toute la ville. Même si la pêche vient immédiatement après la fabrication d'automobiles au titre de l'importance économique dans la région de Galicia, les participants avaient le sentiment qu'il s'agissait d'une industrie en perte de vitesse et que peu de choses étaient faites pour ralentir sa régression. Plusieurs participants ont vite fait le lien entre la pêche et les inquiétudes au plan environnemental, tout comme les commentaires entendus en Suède, mais pas aussi souvent en France ou au Portugal. Plusieurs participants ont parlé notamment des inquiétudes au sujet des élevages de poisson relativement à l'industrie (parce qu'ils sont trop gros et qu'ils présentent un danger pour l'écosystème marin) tandis que d'autres insistaient sur la surexploitation qui, avec le réchauffement de la Terre, mènerait bientôt à une situation où il n'y a «*plus de poissons à pêcher*». Les participants estimaient que les êtres humains ne «*respectaient pas l'écologie de la mer*».

Parmi les intervenants directs de Vigo, les premiers commentaires étaient similaires, mais plus détaillés. Plusieurs disaient qu'il fallait faire des efforts plus grands pour établir un équilibre entre l'environnement et les facteurs économiques et que les gens faisaient une surpêche pour des motifs de profits à court terme. L'un des intervenants a souligné ce qui suit : «*Si nous ne faisons pas attention, nous allons tuer la poule aux oeufs d'or*». À noter que la manière générale utilisée par les participants de Vigo pour parler de la pêche était plus proche des avis exprimés à Stockholm plutôt que par les participants d'Aveiro. Les commentaires au sujet de la pêche portaient sur l'incidence et les ramifications à l'échelle mondiale plutôt que de porter sur les questions locales.

Comme tous les autres groupes de discussion l'ont souligné, les participants ont estimé que l'industrie de la pêche était importante symboliquement en Espagne en raison de la longueur de la côte et parce que les marins d'Espagne ont exploré une grande partie du Nouveau Monde à la recherche de poisson. Dans la région de Galicia (où se trouve Vigo), la pêche était également considérée par les participants comme étant particulièrement importante, tout comme elle l'est dans certaines parties particulières du Canada, comme à Terre-Neuve et au Labrador. Les participants ont essayé de manger du poisson à quelques reprises par semaine, mais tous ont souligné que le poisson coûtait très cher et qu'il était en fait moins cher à l'intérieur des terres, comme à Madrid, que dans le port de Vigo. Comme cela s'est produit dans les autres villes, de nombreuses inquiétudes ont été exprimées à Vigo parce qu'on était obligé de consommer du poisson d'élevage – poisson qui est considéré comme dangereux, «*débordant de gras*» et mauvais pour l'écosystème en raison des effluents.

Les intervenants directs de Vigo estimaient enfin qu'une grande quantité d'informations au sujet de la véritable situation de la pêche ne leur était pas transmise et qu'un grand nombre de mauvaises pratiques avaient été utilisées dans le passé. «*Plusieurs espèces sont pêchées, même pendant la saison de reproduction. Nous devons donner au poisson la chance de se reproduire*». Les participants ont souligné que la crevette avait l'habitude de proliférer en Espagne jusqu'à ce que les filets deviennent plus serrés et qu'on capture même les petites crevettes, mettant ainsi fin à leur cycle de vie.

2. Défis pour la pêche

Dans les cinq villes, on considérait que l'amenuisement des stocks de poissons était un grand défi pour la pêche. Mais les participants n'étaient pas du même avis d'une ville à l'autre quand venait le temps de déterminer quelle était la cause de ces carences et la nature du défi immédiat. Plusieurs autres défis ont été relevés et ces défis variaient d'une ville à l'autre.

Boulogne-sur-mer : À Boulogne, les attitudes face aux problèmes que la pêche rencontre ont porté sur la course aux profits perçue des sociétés de la pêche, la concurrence et l'incidence de la mondialisation. La discussion a été particulièrement marquée contre les entreprises lors des deux sessions et plusieurs participants se sont concentrés sur l'exportation des emplois vers les pays étrangers à faibles salaires; les participants ont souligné que les entreprises de France devaient faire concurrence à d'autres pays pour le poisson et que les emplois dans l'industrie à Boulogne étaient plus concentrés dans le conditionnement du poisson que dans la pêche elle-même. Dans l'ensemble, l'UE a souvent été identifiée comme un défi pour l'industrie de la pêche parce que les participants croyaient que l'industrie ne faisait rien pour régler la crise que rencontre l'industrie de la pêche; pourtant, la France ne pouvait pas prendre des mesures unilatérales.

À Boulogne, les participants ont identifié une pénurie mondiale de poisson comme un grand défi qui obligeait les pêcheurs à aller de plus en plus loin pour capturer leur poisson, ce qui faisait multiplier les différends entre les pays pour déterminer qui pratiquait une surpêche et qui envahissait ou non les eaux territoriales étrangères. On croyait qu'à la suite de l'intégration de l'Europe, la France devait permettre aux pêcheurs des autres pays de l'UE de tirer ce qu'ils voulaient des eaux françaises.

La pollution était un autre défi pour l'industrie de la pêche d'après les participants de France. L'une des perceptions est que les navires en provenance des autres pays de l'UE polluaient les eaux françaises; l'UE ne s'occupait pas d'imposer des amendes aux pollueurs et en général, elle n'était pas assez virulente envers les entreprises qui ne respectaient pas les règles.

Stockholm : À Stockholm, les participants avaient tendance à séparer les défis immédiats rencontrés par l'industrie relativement petite de la pêche de la Suède et les défis que rencontrait la pêche à l'échelle mondiale. Les participants ont manifesté une attitude comparable à celle observée dans les grandes villes canadiennes éloignées des océans, comme Toronto ou Calgary. Ils voient les défis rencontrés par la pêche comme des défis environnementaux à long terme. Les participants ont parlé de la nécessité d'avoir des pratiques durables de pêche et d'inciter les pays à ne consommer que ce que la pêche peut produire dans leurs propres eaux. Les intervenants directs du secteur de l'environnement se sont concentrés sur le besoin de trouver un moyen de faire de la pêche une industrie durable; ils ont souligné qu'ils croyaient que

même l'industrie commençait à constater qu'il fallait faire quelque chose à ce propos. Plusieurs participants ont été inquiets de constater que des espèces autrefois abondantes, comme la morue, étaient presque complètement disparues et qu'elles étaient maintenant un luxe. L'un des participants a noté que le poisson était utilisé comme nourriture pour d'autres animaux, comme le poulet et les animaux de compagnie, ce qui accentue la réduction des stocks.

Pour les participants de Suède, le principal sujet rencontré par la pêche était considéré comme étant la pollution, en raison de la menace représentée pour la sécurité du poisson, et la surpêche, qui fait disparaître les stocks de poissons. L'un des intervenants a mentionné que la Baltique était tellement polluée que l'UE n'achèterait plus de poisson qui y était capturé. Les participants ont reconnu que la Suède était aussi coupable que les autres pays quant à l'état des pêches mondiales, mais la Suède pouvait payer les pêcheurs en raison de l'ampleur relativement faible de son industrie, afin que les pêcheurs ne pêchent pas tandis que d'autres pays n'avaient pas ce «luxe».

Aveiro/Lisbonne : Les défis particuliers rencontrés par la pêche d'après les participants du Portugal portaient beaucoup plus sur les questions locales : sur le besoin de créer des emplois et des revenus; sur son besoin d'obtenir «sa part» des quotas et d'être traitée avec respect. Les politiques de l'UE étaient souvent identifiées comme un défi pour l'industrie parce que les politiques semblaient favoriser d'autres pays, comme l'Espagne. L'un des participants a dit que l'attitude du Portugal face à la pêche avait tendance à être du «pillage» et à prendre ce qu'on pouvait.

Comme autre grand défi important pour la pêche identifié par les participants du Portugal, il faut signaler que bien des pêcheurs ne connaissent pas un autre mode de vie. On a souligné le haut degré d'analphabétisme dans les régions rurales et que les jeunes quittent souvent l'école pour aider leurs parents avec la pêche. Plusieurs participants de Lisbonne ont indiqué que l'industrie de la pêche du Portugal n'avait pas grand recours à la technologie et qu'elle n'était pas aussi avancée au plan technologique que les pays voisins. On s'accordait également pour dire que les pays autres que le Portugal pouvait offrir des subventions importantes pour leur industrie de la pêche.

Les participants de Lisbonne ont concentré leur attention sur les défis internationaux rencontrés par la pêche, comme la pollution et les nouvelles règles, comme le maillage et la taille des filets.

Vigo : À Vigo, les défis rencontrés par la pêche ont été identifiés comme étant la disparition des stocks de poissons, spécialement au niveau de la façon utilisée par l'industrie pour gérer son déclin comme employeur en plus de donner suite aux questions de pollution et d'élevage du poisson. Les participants ont souligné comment l'industrie de l'Espagne avait déjà été considérée comme étant le vilain garnement mondial en ce qui a trait à la surpêche; mais aujourd'hui, tout cela a changé et l'Espagne a reconnu qu'il y a un problème. Certains participants se rappelaient la saisie de l'*Estai* par le Canada dix ans plus tôt, mais cet incident n'a pas été mentionné d'une manière négative ou défensive.

Certains participants ont relevé un autre défi : la dépendance régionale sur les emplois dans la pêche, spécialement à Galicia, et le besoin d'avoir une période de transition pour que les gens se trouvent des emplois dans le tourisme. Certains pays ont été identifiés comme coupables de surpêche et de causer des problèmes dans l'industrie parce qu'on considérait qu'ils ne tenaient pas compte des règles établies pour contrôler la pêche. Les intervenants directs de Vigo étaient également du même avis que l'industrie de la pêche rencontrait un autre défi : elle avait de plus

en plus besoin d'une technologie moderne pour capturer le poisson et qu'il n'y avait pas de coordination et de gestion de l'industrie, ce qui était à l'origine de la surpêche. L'un des intervenants a déclaré ce qui suit : «*Le Canada a appris sa leçon et il prend maintenant des mesures pour donner l'exemple aux autres pays* ».

B. Réaction aux questions de surpêche

1. La surpêche : un problème national et mondial

La gravité accordée à la surpêche comme problème national ou international variait beaucoup d'une ville à l'autre. À Stockholm et à Vigo, les participants avaient tendance à penser à la surpêche comme un problème de conservation à l'échelle mondiale. À Aveiro et à Boulogne, l'accent était davantage placé sur ses répercussions sur l'économie locale. À Lisbonne, les points de vue touchaient les problèmes nationaux et mondiaux. La plupart des participants de toutes les villes ont reconnu que le poisson ne respecte pas les frontières internationales et que les mesures prises dans un pays ont une incidence sur l'écosystème marin mondial.

Boulogne-sur-mer : Les participants de Boulogne étaient moins engagés relativement à ce sujet. Ils ont discuté des chalutiers des usines et d'un marché noir pour le poisson pêché illégalement; mais plusieurs participants avaient l'impression que la surpêche ne se produisait pas dans leurs eaux parce que la France avait des politiques et des techniques perfectionnées. En même temps, ils croyaient que les quotas indiquaient que la surpêche se poursuivait; on reconnaissait qu'à long terme, la surpêche serait une menace pour la France et pour Boulogne; on croyait que cette pêche ferait disparaître tous les petits pêcheurs pour ne laisser que les grandes entreprises qui continueraient la pêche. Dans la mesure où les participants de Boulogne étaient au courant de la surpêche, c'était un problème qu'ils associaient aux pays du tiers monde – par exemple, certains avaient entendu dire qu'on utilisait des filets traînants en Amérique du Sud et qu'on faisait ainsi disparaître les anchois.

Stockholm : À Stockholm, l'attitude face à la surpêche était passionnée, spécialement au cours de la session avec les intervenants directs du secteur de l'environnement, qui disaient que ce sujet des rendait «*furieux, frustrés et tristes*». Ils croyaient que les filets traînants étaient une «*horreur*», qu'ils détruisaient les coraux; ils étaient inquiets au sujet des risques de destruction des stocks de morue dans la Mer du Nord et pour tout l'écosystème marin.

Certains participants du grand public avaient également fait des lectures sur l'état de la pêche à l'échelle mondiale : «*J'ai lu que 90 pour cent des stocks de poissons sont disparus ou sont en danger*». Lorsqu'ils pensaient à la surpêche, les participants songeaient aux chalutiers qui utilisaient des filets traînants, aux grandes quantités de prises secondaires sans valeur, au poisson qui coûte de plus en plus cher et à une mer dégarnie. Les participants ne savaient pas exactement si un pays particulier était responsable de cette surpêche; certains pays ont été mentionnés, mais ils ont également mentionné que la Suède faisait partie du problème.

Aveiro/Lisbonne : *Il faut signaler que la surpêche est un concept difficile à expliquer en portugais; mais lorsqu'on explique qu'il s'agit d'une pêche où «plus de poisson est capturé que ce que la mer peut produire», l'expression est plus facilement comprise.*

Au Portugal, les participants ont reconnu que la surpêche était un problème. À Aveiro, on voyait sur le marché de très petites morues et la plie rouge était en voie de disparition. Certains

participants ont souligné qu'au moment où d'autres pays faisaient des recherches et essayaient de gérer les stocks de poissons, les habitudes et les attitudes touchant la pêche au Portugal «*n'avaient pas changé depuis cent ans*». Comme un participant l'a noté : «*Le Canada a connu des problèmes similaires avec la disparition des stocks de poissons. Les scientifiques ont averti les pêcheurs; mais les pêcheurs du Canada n'ont pas prêté attention avant qu'il ne soit trop tard*».

Comme l'ont noté les intervenants directs du secteur de l'environnement en Suède, certains participants du Portugal croyaient que leur «groupe de pression pour le poisson» était très puissant. Certains croyaient également que les pêcheurs eux-mêmes étaient pauvres et suffisamment désespérés pour capturer autant de poisson que ce qu'ils pouvaient. «*Nous faisons attention aux crises locales pour les espèces locales. Ce n'est que lorsque les espèces connaissent des problèmes que les gens s'inquiètent. Ce problème est encore plus important dans les eaux internationales parce que les différents pays s'y font concurrence. L'attitude est la suivante : hors de vue, hors de l'esprit*». On croyait également que les pires coupables sont les grands pays.

À Lisbonne, le Portugal était considéré comme un petit pays qui ne pouvait pas représenter une part importante du problème. Les participants ont souvent référé à une «sous-pêche» ou à une «pêche insuffisante», qui était plus un problème au Portugal. En même temps, un homme a noté ce qui suit : «*Au Portugal, nous sommes des hypocrites. Nous nous plaignons au sujet de l'Espagne qui pêche dans nos eaux mais nous pêchons la morue au Canada*».

Vigo : Plusieurs participants de Vigo considéraient que la surpêche est un problème mondial qui cause une réaction à chaîne dans les écosystèmes là où elle se produit. La plupart des participants ont compris que les espèces migratoires étaient également touchées par la surpêche. Dans une grande mesure, les pays sous-développés étaient considérés comme particulièrement responsables de la surpêche parce qu'ils avaient besoin de poisson pour nourrir leurs gens. Les participants de Vigo se sont concentrés particulièrement sur la situation actuelle en Afrique.

Les participants ont souligné des régions comme l'Atlantique Nord qui est un secteur très régi alors qu'ils parlaient d'autres régions ou «tout est permis». Les participants ont demandé un suivi par satellite et une application plus sévère des interdictions de pêcher les jeunes poissons. Plusieurs participants du public «impliqués», spécialement, avaient l'impression que les consommateurs achetaient du poisson «trop petit». On croyait également que le petit poisson était considéré comme prise secondaire inutile et qu'il devrait exister des moyens d'éviter ces prises.

Les participants ont tous convenu qu'aussi longtemps qu'on serait à la recherche inconditionnelle de profits, les pays et leurs pêcheurs trouveraient des moyens de faire une surpêche.

2. Sensibilisation et inquiétude au sujet de la surpêche dans les eaux internationales

Les participants savaient très bien que chaque pays a une zone économique exclusive (ZEE) de 200 milles. Mais on ne comprenait pas du tout comment chaque pays de l'UE avait sa propre ZEE nationale ou si toutes les eaux étaient des «eaux de l'UE» et que ces eaux étaient

accessibles aux pêcheurs des autres pays de l'UE. Plusieurs participants ont noté que la ZEE de l'UE dans son ensemble représentait une quantité gigantesque d'eau.

Comme cela s'est produit avec les groupes de discussion du Canada, lorsque le sujet de la surpêche a été introduit, les participants de chaque ville ont eu tendance à prendre pour acquis que nous parlions de chalutiers étrangers qui faisaient du braconnage et de la pêche illégale dans les eaux territoriales de leur pays ou dans la ZEE. Les participants ont reconnu que les pêcheurs devaient aller de plus en plus loin pour trouver le poisson parce que les ressources en poissons étaient rares dans la ZEE de l'Europe. Tous les participants des différents groupes de discussion reconnaissaient également que le poisson n'a pas de frontières et que les activités qui se déroulent à l'intérieur ou à l'extérieur de la ZEE avaient une incidence sur les stocks de poissons en général.

Boulogne-sur-mer : Les participants savaient qu'il y avait des limites et des frontières à observer dans les eaux internationales d'après les différents traités et accords; mais les participants s'accordaient en général pour dire que les grands navires étaient responsables de la surpêche. À Boulogne, on croyait que le problème de la surpêche dans les eaux internationales se produisait loin des côtes de France et de l'UE; les participants avaient tendance à attirer l'attention sur l'Afrique et l'Amérique latine. En particulier, on exprimait des réactions face aux capitaines des navires qui, de l'avis des participants, étaient responsables de la surpêche. Comme un participant l'a noté : *«Certains capitaines ne respectent pas les règles parce que leurs patrons les obligent à ne pas respecter ces règles – et à livrer la marchandise, peu importe les conséquences»*.

Stockholm : L'un des participants de la session du grand public a mentionné que la Suède était comprise dans les pourparlers concernant la Baltique; mais dans l'ensemble, la plupart des participants ont cru que la question touchait davantage la Méditerranée, le Japon ou le Canada. Les intervenants directs du secteur de l'environnement étaient beaucoup plus inquiets à ce sujet; ils ont identifié quelques éléments de la surpêche qui, à leur avis, compliquaient le problème, comme le manque d'approche basée sur les écosystèmes, la manque de volonté politique et les effets découlant des prises secondaires, pour ne nommer que ces sujets. L'un des participants a également mis la faute sur l'apathie de ceux qui ne respectent pas les règles : *«Nous participons au problème de la surpêche... nous acceptons les règles qui permettent la surpêche»*.

Aveiro/Lisbonne : À Aveiro, la question de la surpêche semblait une notion très abstraite; les intervenants directs ont souligné que la mentalité qui prévaut au Portugal est de «ne pas» se faire de soucis à ce sujet. Les questions d'environnement et de conservation n'avaient pas une priorité élevée dans l'esprit de ces participants; on considérait que les eaux côtières du Portugal étaient considérées comme une riche source de poisson, comme les sardines. Les participants d'Aveiro semblaient entre autre considérer ce sujet davantage comme une «concurrence entre les pays». Les participants ont souligné que le Portugal a été l'un des premiers pays à déclarer une ZEE de 200 milles et que, par la suite, l'industrie s'est davantage concentrée sur la pêche de la zone côtière.

En ce qui a trait à la ZEE, certains des participants d'Aveiro ont suggéré que le Canada avait des intentions cachées pour augmenter ses frontières à 300 milles pour couvrir la totalité du poisson des Grands bancs et tout le pétrole de cette région. L'un des participants a déclaré ce qui suit : *«Le Canada avait l'habitude d'avoir des tonnes de morue, mais il a capturé la totalité*

de cette espèce et maintenant le Canada veut s'accaparer des territoires encore plus grands afin d'avoir des poissons à pêcher».

À Lisbonne, la réaction face à la surpêche dans les eaux internationales avait davantage une dimension écologique mondiale; on voulait entre autre savoir quelle serait l'incidence sur les eaux du Portugal. Les participants ne savaient pas si quelque chose était fait actuellement pour contrer ce problème; mais les participants ont pris pour acquis que des pays plus «puissants» ou des groupes environnementaux prenaient des mesures face à ce problème.

Vigo : Les participants aux sessions prévues pour le grand public et les intervenants de Vigo étaient très bien informés au sujet de la surpêche, du rôle de la ZEE de 200 milles et du concept voulant que les eaux internationales se trouvent à l'extérieur de cette limite. Ils comprenaient également qu'il y avait une sorte de régime multilatéral de gestion de ces eaux. En fait, lors des deux sessions tenues à Vigo, les gens ont mentionné l'OPANO sans qu'on doive leur souffler cette notion à l'oreille. Les participants ont suggéré que la surpêche dans les eaux internationales était tout aussi importante que la surpêche dans les eaux domestiques.

Les participants croyaient que le parlement de l'UE accordait une attention plus grande à la surpêche et que des discussions multilatérales étaient en cours. Ils ont souligné qu'il ne devait pas y avoir de barrière réelle entre les eaux nationales et internationales en raison des nombreuses espèces migratoires différentes, des différents stocks de poissons et des écosystèmes communs.

Certains participants du grand public ont dit que le Canada était un chef de file sur cette question et qu'il travaillait de concert avec l'UE. Ils ont également suggéré que le gouvernement régional de Galicia était particulièrement impliqué dans cette question et qu'il devrait être englobé dans ces efforts conjoints. Les intervenants directs de Vigo étaient également bien informés sur les mesures prises au sujet de la surpêche. Ils savaient que les scientifiques et les observateurs passaient une partie de leur temps à bord d'embarcations et comment les navires étaient inspectés à leur arrivée au port. Certains ont également indiqué qu'en vertu de l'OPANO, le Nord-Ouest de l'Atlantique était la partie la plus réglementée des eaux internationales mondiales. Mais les intervenants directs avaient des perceptions différentes lorsqu'est venu le temps de déterminer si on en faisait suffisamment au sujet de la surpêche dans les eaux internationales.

C. Rôle de l'Union européenne et des gouvernements nationaux

1. Administration des pêches par les gouvernements nationaux

Les participants d'Europe avaient une perception assez négative du rendement de leurs gouvernements nationaux relativement aux pêches. Il faut noter cependant que l'industrie de la pêche est considérée davantage comme un sujet relevant de l'Union européenne et non un sujet national; plusieurs participants se demandaient dans quelle mesure ils pouvaient blâmer leur gouvernement national. Dans la plupart des cas, les participants croyaient que les gouvernements nationaux avaient tendance à ne pas s'occuper des sujets à long terme et des défis rencontrés par les pêches en faveur des gains politiques à court terme.

L'importance de la recherche et de la science a été soulevée par les participants à Stockholm, à Aveiro et à Vigo pendant cette partie du groupe de concertation.

Boulogne-sur-mer : À Boulogne, certains participants croyaient que le gouvernement de France était relativement dynamique au sujet de la protection des stocks de poissons, saisissant souvent les navires qui pratiquent la pêche illégale; la France les met sous séquestre dans le port et elle impose des amendes.

Stockholm : Le gouvernement de Suède était considéré comme légèrement plus favorable quant à ses bonnes intentions, mais les gens croyaient qu'on ne peut pas faire grand chose lorsque les pays voisins ne respectaient pas les règles – tant en ce qui concerne le déversement de matières polluantes que la surpêche. Les intervenants directs du secteur de l'environnement à Stockholm, en particulier, croyaient que les représentants de la Suède auprès de l'UE acceptaient trop rapidement de faire des concessions et que les écologistes avaient trop peu d'influence tandis que l'industrie en avait souvent trop. Les participants du grand public à Stockholm risquaient plus de penser que la Suède était un chef de file auprès de l'UE pour l'environnement et que le pays faisait beaucoup pour appuyer les petits pêcheurs. Mais les participants se demandaient si la Suède avait été un chef de file relativement au poisson parce que le pays n'était pas un aussi grand pays de pêche que la Norvège ou l'Espagne. Certains savaient que la Suède est en faveur d'un moratoire sur la morue de la Baltique, mais la plupart des gens croyaient que la Suède n'avait rien à voir avec ce qui se produit dans l'Atlantique Nord.

Aveiro/Lisbonne : Au Portugal, quelques commentaires ont été exprimés voulant que le gouvernement national devait améliorer son rendement et baser ses politiques sur la science. À Aveiro, les participants ont signalé que la merluche était sur le point de disparaître complètement; ils croyaient que peu de choses, voire rien, n'était fait par le gouvernement du Portugal pour arrêter cette disparition. Quelques participants ont suggéré que le désir des politiciens d'être réélus les menait à suivre la voie de la moindre résistance.

Vigo : À Vigo, on a entendu des plaintes au sujet de la recherche scientifique sur l'écosystème océanique, recherche qui était chroniquement sous-financée. Les participants ont noté qu'il n'y avait pas, à leur avis, de plan stratégique réel pour la pêche en Espagne au-delà de la vente du poisson. Certains pensaient également que le gouvernement d'Espagne avait peut-être de bonnes intentions, mais que les autres pays ne tenaient pas compte des règles, qu'ils polluaient et qu'ils pratiquaient une surpêche.

2. Rôle de l'UE

L'UE était considérée par tous les participants comme étant le niveau de gouvernement ayant le plus de responsabilités pour les pêches, ce qui avait des résultats positifs et négatifs. Certains participants pensaient que le niveau de gouvernement de l'UE aurait un meilleur contrôle sur un secteur aussi vaste que la ZEE de l'Europe. Les participants s'entendaient pour dire que l'UE devrait avoir autant de normes que possible s'appliquant à la pêche et pour faire en sorte que l'industrie soit durable.

L'une des principales critiques adressées à l'UE était qu'elle ne tenait pas compte et ne pouvait pas tenir compte des besoins particuliers de chaque pays. Les priorités des petits pays, comme le Portugal et la Suède, étaient trop souvent reléguées aux oubliettes. Comme un participant d'Aveiro l'a dit, «*Nous sommes un tout petit pays et nous sommes perdus dans l'UE*». De même, les participants de Suède avaient l'impression que même si la Suède avait des normes

environnementales plus élevées que le reste de l'UE, le fait que la Suède fasse partie de l'UE s'est traduit par une «dilution» de ces normes.

À Boulogne, les participants considéraient l'UE comme un «corps sans visage» qui prend des décisions impopulaires. Les gens ont encore l'impression que les navires de n'importe quel pays de l'UE pouvaient avoir des droits de pêche illimités dans la zone économique de n'importe quel autre pays de l'UE.

Les participants de Vigo étaient moins sceptiques au sujet de l'UE et de sa capacité de répondre aux intérêts de l'Espagne. On était plus au courant du financement fourni par l'UE pour différentes initiatives scientifiques et de conservation, même si les gens reconnaissaient quand même que lorsque l'Espagne a été intégrée à l'UE, certaines souverainetés nationales sur les pêches ont été cédées. De même, les participants étaient moins négatifs face à l'UE; ils considéraient que l'UE se concentre plus sur les questions de pollution et de conservation.

Les participants étaient en général au courant de tous les endroits où les gouvernements nationaux et l'UE administrent la pêche en établissant des quotas, en imposant des amendes lorsque les quotas sont dépassés, en réduisant la saison pour certaines espèces et en restreignant les types de filets permis. En même temps, plusieurs participants se sont demandé comment ces politiques étaient appliquées – compte tenu de l'amenuisement des stocks de poissons et une aggravation apparente du problème de surpêche.

Les participants pensaient que l'UE pouvait se pencher sur certaines politiques particulières :

- Éduquer les gens sur la pêche
- Avoir un plan stratégique pour la pêche
- Aider les pêcheurs à quitter l'industrie
- *«Les décisions sont prises par des décideurs en habits de Bruxelles – ces gens devraient passer un certain temps sur un navire».*
- Demander l'avis direct des pêcheurs
- Investir davantage dans la recherche
- Inspecter un plus grand nombre de navires
- Interdire les pays autres que ceux de l'EU de pêcher dans les eaux de l'UE
- Donner une nouvelle formation aux pêcheurs
- Ne pas hésiter à réduire les quotas à des fins de conservation
- Établir un équilibre entre les facteurs économiques et environnementaux
- Regrouper les pêcheurs et les partisans de la conservation autour d'une même table
- Voir à ce qu'un accès plus équitable soit accordé aux différents pays de l'UE et qu'il en soit de même des règles d'affectation

D. Connaissance de l'OPANO, rôle du Canada et priorités au niveau des actions

Les participants ne connaissaient pas, ou très peu, les activités du Canada sur les questions de surpêche au plan international en France, au Portugal et en Suède, si l'on fait exception de quelques intervenants directs du secteur de l'environnement à Stockholm. Mais à Vigo, les participants étaient très au courant. Certains membres du grand public ont appelé le Canada comme étant le «phare des bonnes politiques de pêche et de la réflexion prospective»; au cours

de la session avec les intervenants directs, l'un des participants était très impressionné par les consultations et le consensus qui marquait les décisions prises au Canada concernant la pêche.

Certains participants s'interrogeaient sur les motifs du Canada pour prendre les devants sur cette question. À Vigo et à Aveiro, par exemple, les participants ont passé quelques commentaires négatifs au sujet de l'intention du Canada d'essayer d'étendre sa zone économique de manière en englobant la totalité des Grands bancs. Mais un sentiment était couramment exprimé dans la plupart des sessions voulant que le Canada s'intéresse de près à son industrie de la pêche et qu'il prenait les mesures nécessaires pour l'aider en s'occupant de cette question.

1. «Toile de fond concernant l'état des pêches mondiales et de la pêche au Canada»

Des renseignements généraux de fond sur l'état des pêches mondiales et sur la pêche au Canada ont été remis aux participants lors de chaque session pour stimuler cette partie de la session du groupe de concertation.

Boulogne-sur-mer : Les participants ont exprimé une certaine part de scepticisme au sujet des chiffres qui leur étaient présentés. Certains se demandaient même si le poisson se réfugiait dans la zone internationale pour ne pas être capturé par les pêcheurs du Canada. On avait des doutes : si le Canada avait une industrie de la pêche aussi grande, le Canada pratiquait probablement beaucoup de surpêche. Certains croyaient également que si le Canada exportait autant de poisson, il devait en capturer plus que ce qui était nécessaire pour nourrir ses gens. D'autres disaient que le Canada avait une très longue côte par rapport à la France et que si le Canada se plaignait de la disparition des stocks de poissons, cela doit réellement être un gros problème.

Les participants ont indiqué qu'ils n'avaient jamais su que le Canada était un aussi grand pays de pêche. Les faits présentés dans le document au sujet de la taille de l'industrie de la pêche au Canada ont obligé les gens à se dire que le Canada «savait de quoi il parlait» lorsqu'il parlait de poisson; les participants ont été impressionnés par les mesures prises par le Canada jusqu'ici. D'autres ont eu l'impression que le Canada doit être l'un des pays qui fait de la surpêche. Le fait que 25 pour cent des stocks de poissons font apparemment l'objet d'une surpêche a eu une incidence sur les participants; cela les a obligés à constater qu'il y avait un grave problème. On s'est inquiété que le poisson soit capturé à un taux qui dépassait son «taux de reproduction».

Stockholm : Les participants à Stockholm ont réagi encore plus face aux statistiques voulant que 30 pour cent de la pêche soit illégale et 50 pour cent des stocks de poissons sont victimes de cette surpêche. Les participants se sont demandés si quelqu'un était tenu responsable de cette situation. Ils voulaient également savoir quelle était la part occupée par le Canada dans l'industrie mondiale de la pêche et obtenir certaines comparaisons par rapport à d'autres pays.

Les intervenants directs du secteur de l'environnement étaient moins surpris par ces informations. Plusieurs avaient déjà des informations sur le rôle de l'industrie de la pêche au Canada et que le Canada avait des côtes très longues. Ils savaient également que la surpêche est un nouveau sujet à l'échelle mondiale.

Le fait que le Canada ait 100 000 travailleurs dans l'industrie de la pêche a été perçu très différemment par le grand public et par les intervenants directs en Suède. Pour le grand public, ce nombre ne semblait pas être un grand nombre de personnes dans un pays comptant 30

millions de personnes; mais pour les intervenants directs, c'était la preuve que le Canada avait un très grand intérêt dans l'industrie de la pêche et un désir intense pour que la surpêche soit contrôlée. À Stockholm on a indiqué l'impact de la surpêche avait sur la population de morue et pourquoi le Canada voulait tellement s'occuper des riches emplacements de pêche qui se situent juste au-delà de sa ZEE de 200 milles. *«La morue n'est jamais revenue au Canada après la tenue du moratoire; le Canada veut faire prendre conscience du monde sur ce sujet»*. Certains intervenants directs savaient également que le Canada a été impliqué dans un conflit avec l'Espagne au sujet du poisson au cours des années 1990. Mais les gens ont noté que chaque pays a sa perception de ce cas et «il ne faut pas être naïf au point de croire que le Canada est nécessairement le bon gars».

Certains participants ont été surpris de constater que le Canada s'intéressait à l'industrie. *«Un gouvernement qui s'intéresse à ses pêcheurs, c'est fantastique; rares sont les gouvernements qui acceptent de le faire aujourd'hui»*."

Aveiro/Lisbonne : À Aveiro, la réaction face au document a été plus mélangée et elle comportait une certaine part de scepticisme. Si certains participants du groupe des intervenants directs pensaient que les faits présentés étaient «indéniables», d'autres pensaient que la science peut être manipulée suivant l'arène politique du pays en question. Certains ont été surpris de voir que 30 pour cent du poisson capturé l'est illégalement et sans suivre les règlements.

Dans les deux sessions tenues à Aveiro, les motifs du Canada ont été mis en question : certains se demandaient s'il était exact de dire que le Canada avait une telle tradition de pêche puisqu'une aussi grande partie de la population du Canada vit loin des côtes. Pour certains, les 100 000 Canadiens qui travaillent dans l'industrie de la pêche représentaient un petit nombre par rapport à la dépendance du Portugal sur la pêche. D'autres croyaient que ce nombre était très important et une preuve comme quoi le Canada doit faire partie du problème lorsqu'on pense à la surpêche. Certains participants étaient plus portés à donner au Canada le bénéfice du doute, allant jusqu'à dire que les motifs du Canada pour combattre la surpêche à l'échelle mondiale étaient une preuve d'altruisme.

Lors de la session avec les intervenants directs d'Aveiro, les participants ont cru que le Canada voulait étendre sa ZEE de 200 à 300 milles afin de tirer parti des revenus découlant du pétrole en provenance de l'Atlantique Nord. On avait l'impression que cette hypothèse était probablement très logique pour le Canada, mais que, ultimement, le Canada faisait ce qui était le mieux pour lui; on croyait que le Canada ne devrait pas essayer de prétendre qu'il faisait une faveur au reste du monde. D'un autre côté, on reconnaissait également qu'il devait y avoir une collaboration multilatérale pour administrer la pêche dans l'Atlantique Nord et que le Canada, en raison de sa très longue côte, méritait une place à la table des discussions.

À Lisbonne, les gens ont été moins sceptiques relativement aux motifs du Canada; ils avaient l'impression que des mesures devaient être prises pour contrôler la pêche dans les eaux internationales. Comme un participant l'a noté, *«Il semble que le Canada cherche une forme de supervision mondiale dans les eaux internationales, parce qu'aucun autre pays ne le fait.»*

Vigo : Les participants des deux sessions tenues à Vigo ont trouvé que les informations étaient très intéressantes et un participant s'est demandé pourquoi le gouvernement d'Espagne n'en recevait pas une copie. Les participants ont été très surpris de voir le niveau d'activité illégale et que 50 pour cent des espèces étaient exploitées au maximum et 25 pour cent des espèces étaient surexploitées. Pour le grand public en particulier, les informations ont été un «réveil» comme quoi des mesures devaient être prises et que les gens devaient savoir que toute cette surexploitation se produisait. Ils se demandaient si certaines espèces de poisson étaient aujourd'hui complètement disparues.

Les participants du grand public de Vigo ont été surpris de constater que la pêche était aussi importante pour le Canada; plusieurs d'entre eux associaient le Canada davantage avec l'agriculture, la sylviculture et les usines. Cela a fait dire à certains qu'ils voyaient plus clairement à quel point le Canada et l'Espagne avaient des intérêts en commun, puisque les deux pays avaient des côtes très longues et de grandes industries du poisson. Les gens ont noté que le Canada voyait clairement qu'il y avait un problème et qu'il essayait de prendre des mesures et être à l'avant-garde; le Canada espérait que l'Espagne suivrait l'exemple du Canada.

Certains intervenants directs de Vigo ont cru que le ton du document de fond était légèrement «hystérique» et que, dans la réalité, il y avait beaucoup de surpêche dans les eaux nationales – et le Canada devait accepter une part de responsabilité à cet égard. Certains croyaient que l'intervention du Canada était exagérée puisque le Canada obtenait d'excellents résultats avec sa pêche aux crevettes et aux crabes à la place de la morue. Tout comme à Aveiro, certains intervenants directs n'acceptaient pas que le Canada puisse être identifié comme grand pays de pêche, puisqu'ils croyaient que la pêche n'était réellement importante que pour Terre-Neuve, le Labrador et la Nouvelle-Écosse. Ils ont également noté que 90 pour cent des Grands bancs se trouvaient à l'intérieur des eaux territoriales du Canada et que le Canada devrait donc consacrer plus de temps à régler ses propres affaires plutôt que de soutenir que la surpêche dans les dix derniers pour cents des Grands bancs qui sont ouverts à la pêche internationale devrait être une pêche responsable.

Certains des intervenants directs ont donné crédit au Canada pour sa prise de position sur ce sujet en plus de manifester de l'intérêt pour ses propres gens. D'autres voyaient les mesures prises par le Canada comme comportant des motifs politiques – en essayant de rejeter le blâme sur les pays d'Europe et sur les phoques pour la consommation de morues.

2. Sensibilisation aux organismes internationaux de gestion des pêches

L'étendue de la sensibilisation des participants face aux organismes internationaux de gestion des pêches variait beaucoup entre les intervenants directs et les autres et entre les différentes villes.

Boulogne-sur-mer/Lisbonne : À Boulogne et à Lisbonne, où les sessions comprenait des gens «impliqués» et des représentants du grand public, on n'était pas du tout au courant de l'existence d'organismes internationaux particuliers de gestion des pêches comme l'OPANO.

Les gens prenaient pour acquis qu'il devait bien y avoir un organisme de gestion, mais ils avaient tendance à conclure qu'il s'agissait probablement d'un organisme de l'UE . À Boulogne, on a également passé des commentaires comme quoi il n'y avait sans doute pas d'organisme qui s'occupait des navires portant un «pavillon de complaisance».

Stockholm : De même, les participants du grand public de Stockholm prenaient pour acquis qu'il devait y avoir un bureau de l'UE qui régissait les pêches internationales dans leur secteur, mais personne ne savait ce qui se passait dans les autres secteurs. Certains participants se sont demandés comment il était même possible d'exercer des contrôles dans les eaux internationales sans satellites pour superviser les navires et sans avoir des forces des NU ayant le pouvoir de monter à bord des navires.

Les intervenants directs étaient plus susceptibles de connaître l'existence de l'OPANO. À Stockholm, les intervenants directs du secteur de l'environnement avaient en grande partie entendu parler de l'organisme, même s'ils ne connaissaient pas grand chose au sujet de son fonctionnement. Leur perception de l'OPANO était qu'il s'agissait principalement d'un organisme qui accordait les quotas et que son mandat porterait principalement sur la pêche comme industrie plutôt que de s'occuper de conservation. L'OPANO a été décrit par un participant comme ayant «mis les NU de côté».

Les intervenants directs d'Aveiro et de Vigo étaient très bien informés au sujet de l'OPANO et au sujet d'autres organismes similaires comme SACAV et CEAFO.

Aveiro/Vigo : Certains intervenants directs d'Aveiro savaient que le Portugal avait pris les devants pour établir l'OPANO, mais ils se demandaient quels étaient ses pouvoirs réels de faire appliquer ses règles. Certains intervenants directs de Vigo savaient que l'OPANO était l'un des 20 organismes régionaux de gestion des pêches au monde et que la CICTA était un autre organisme qui consacrait ses activités à la gestion de la pêche au thon.

L'un des facteurs qui a surgi à plusieurs reprises a été le désir des participants de comprendre mieux quels pays faisaient partie de l'OPANO et quels étaient ceux qui n'y appartenaient pas. Ils voulaient également savoir ce qui arrivait aux pays membres qui essayaient de pêcher dans la zone réglementée par l'OPANO. Plusieurs avaient l'impression que les pays non-signataires de l'OPANO pouvaient faire ce qu'ils voulaient au sujet de la pêche dans les eaux internationales.

3. «L'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest/«Mesures de conservation d'application des règlements de l'OPANO»

Les participants ont reçu un autre document contenant plus de détails sur l'OPANO. Le grand public a reçu une description moins complète de l'OPANO intitulée «L'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest » tandis que les intervenants directs ont reçu une description plus détaillée de l'OPANO intitulée «Conservation de l'OPANO et application des mesures».

Le grand public des cinq villes a eu des réactions similaires face à ce document et face à ce qu'il a appris sur l'OPANO. Comme on l'a déjà mentionné, ils voulaient toujours savoir quels étaient les membres de l'OPANO et qu'est-ce qui se produisait lorsque les non-membres étaient pris à faire de la pêche dans ce secteur. Dans la plupart des cas, les gens étaient heureux de savoir qu'un organisme comme l'OPANO existait et ils aimaient particulièrement l'idée qu'il y

avait un organisme multilatéral qui essayait de gérer la pêche pratiquée dans les eaux internationales par le truchement d'une certaine forme de consensus.

Mais les participants étaient également vivement d'accord pour dire que l'OPANO n'avait probablement pas les ressources ni les pouvoirs nécessaires pour réellement contrôler la zone réglementée par l'OPANO. Les amendes s'appliquant à la surpêche étaient considérées comme trop indulgentes et les participants ont estimé que l'OPANO n'avait que très peu de navires de patrouille pour contrôler un secteur aussi vaste. On croyait également que l'OPANO n'avait pas assez de pouvoirs pour imposer des sanctions sévères et faire respecter les règles.

Les participants de tous les endroits se sont interrogés sur «l'indépendance» et l'honnêteté des observateurs de l'OPANO; certains se demandaient s'il était possible de leur donner des pots-de-vin. Certains participants croyaient que les agents des douanes étaient corrompus, ce qui a entraîné encore plus de cynisme au sujet de l'OPANO et on se demandait si l'organisme faisait du bon travail. À Vigo, les gens ont vite admis que les navires de pêche de l'Espagne ne suivaient pas toujours les règles. Une personne a déclaré que «*L'Espagne a en fait deux types de filets : celui qui est montré aux inspecteurs et celui qui est utilisé* ».

Un autre point est revenu à plusieurs reprises : les amendes imposées pour la surpêche devaient être suffisamment importantes pour vraiment prévenir la surpêche. L'idée qu'un navire qui fait de la surpêche soit mis à l'amende pour seulement 5000 euros a été universellement condamnée comme étant infiniment trop faible. Comme une femme l'a souligné à Boulogne, «*C'est comme si on se déplace en train : si l'amende est inférieure au prix du billet, pourquoi acheter un billet ?*». Les participants ont convenu que pour que les organismes de gestion, comme l'OPANO, fassent leur travail, il leur fallait plusieurs patrouilles et la possibilité d'imposer des sanctions qui supprimeraient tout incitatif de ne pas respecter les règles. L'amende devait être beaucoup plus élevée que la valeur des prises illégales.

Un autre point est revenu à plusieurs reprises dans les sessions du grand public : la nécessité de s'assurer que les pêcheurs qui oeuvrent sur les navires de pêche *ne soient pas* punis parce qu'ils ne faisaient que suivre les ordres. Les participants ont cru que les riches propriétaires de navires étaient ceux qui devaient être punis – idéalement en n'étant plus autorisés à remettre leurs navires à la mer pendant une période déterminée (comme une suspension de permis de conduire).

Les gens avaient des perceptions très variées relativement au principe voulant que le pays d'attache du navire soit le pays qui impose les punitions aux navires qui pratiquent la pêche illégale. Cette idée a été reprise lors des sessions d'Aveiro et de Vigo, où d'un côté, les participants ne voulaient pas que leurs pêcheurs soient persécutés par un pays étranger, mais d'un autre côté, ils craignaient que leur pays d'origine pourrait être trop indulgent. C'est pourquoi les participants ont cru que les pénalités devaient être imposées de façon uniforme par tous les pays membres de l'OPANO. On a même suggéré d'avoir des tribunaux internationaux responsables de l'imposition des sanctions.

Boulogne-sur-mer : À Boulogne, le grand public n'était pas particulièrement intéressé par ce sujet qui était considéré comme trop «distant» pour eux et davantage un sujet d'intérêt pour le Canada. Lorsqu'ils ont vu l'Organisation des pêches de l'**Atlantique Nord-Ouest**, les participants des deux groupes ont demandé des renseignements sur l'Atlantique Nord-Est. Mais les participants ont également cru que le public avait besoin d'être renseigné au sujet de l'OPANO et de l'importance de son travail; ils ont exprimé leur inquiétude au sujet des actions

des pays non contractants dans la zone réglementée par l'OPANO et le cas des travailleurs oeuvrant sur les navires qui violent les règles (plutôt que les propriétaires des navires) lorsque l'OPANO impose des amendes. *«Il faut que les patrons soient ceux qui soient punis et non leurs employés»*. Comme les autres villes l'ont montré, les participants de Boulogne se demandaient dans quelle mesure les règles pouvaient être appliquées puisque l'océan est tellement grand et que la contrebande est si facile à dissimuler. Les gens croyaient également que les pays offrant des pavillons de complaisance prendraient ce qu'ils voulaient et que les pays d'attache hésiteraient à punir ceux qui font de la surpêche.

Stockholm : Le grand public de Stockholm a cru qu'idéalement, chaque navire devrait comporter des observateurs impartiaux et incorruptibles; mais ils se demandaient dans quelle mesure cela était réaliste, compte tenu des difficultés rencontrées pour prévenir la pollution par 150 gallons de pétrole dans la Baltique. Ils ont cru qu'il était bon de savoir qu'il existait des organismes comme l'OPANO et que le Canada essayait d'améliorer la situation; mais ils se demandaient comment un navire pouvait être puni dans les eaux internationales et ils se demandaient comment les contribuables et non les propriétaires de navires seraient ceux qui paieraient la note en bout de ligne. L'un des participants a suggéré que les amendes soient suffisamment élevées pour assurer l'existence financière de l'OPANO. D'autres se sont demandés s'il y avait un moyen pour l'OPANO de «marquer» le poisson capturé légalement afin que les consommateurs sachent ce qu'ils achètent.

Les intervenants directs du secteur de l'environnement se sont demandés comment les pêcheurs «pirates» des pays non-membres de l'OPANO étaient traités. Ils ont cru qu'il était bon que quelque chose soit fait et qu'un suivi soit fait dans les 72 heures; mais ils ont cru que la conservation et les mesures d'application des règles étaient insuffisantes. Les intervenants directs du secteur de l'environnement ont également cru que problème de la pêche *légitime* était en grande partie responsable de la surpêche; ils pensaient que l'OPANO était en grande partie contrôlé par les intérêts de la pêche, ce qui permettait à tout le monde de capturer un trop grand nombre de poissons. Ils considéraient le cas du point de vue des lois internationales; les pays seraient tenus de punir leurs propres gens, mais ils estimaient que pour cela, il fallait imposer des moyens de dissuasion réels. L'un des participants a suggéré que les permis soient suspendus puisque les amendes monétaires ne seraient jamais assez élevées. *«La pénalité par excellence est d'arrêter leurs activités »*. D'autres demandaient que des travaux scientifiques soient faits pour découvrir des moyens incontournables de suivre le poisson et de déterminer si les stocks sont surexploités et en danger. Ils ont également voulu voir des preuves comme quoi le Canada s'imposait des restrictions et qu'il «pensait à l'échelle mondiale tout en agissant au niveau local». Ils croyaient que dans l'UE et l'OPANO, les pays avaient tendance à défendre leurs propres intérêts et que les pays comme le Canada devaient montrer que des mesures suffisantes étaient prises dans le pays même.

Aveiro/Vigo : Les intervenants directs de la pêche étaient plus sensibles à l'idée que le Canada pourrait adopter une attitude de maître de morale. Ils ont souligné qu'il fallait établir un consensus entre les membres de l'OPANO pour que des changements soient apportés et que le Canada ne doit pas être considéré comme celui qui édicte les règles et s'attendre à ce que tout le monde les observe. À ce point de la session, certains participants se sont demandés si le Canada voulait agir comme policier pour tout l'Atlantique Nord.

Les motifs du Canada relativement à la zone de réglementation de l'OPANO ont également été analysés dans une certaine mesure par les intervenants directs : *«Le Canada veut imposer des restrictions aux autres plutôt qu'à lui-même. Il contrôle déjà 85 pour cent des Grands bancs et*

maintenant, le Canada veut contrôler le reste». On pensait également que d'après les normes mondiales, l'Atlantique Nord était très bien régi et que le problème était plus important ailleurs, comme au large de l'Afrique.

Les intervenants directs des pêches ont été impressionnés par un certain nombre de détails au sujet des activités de l'OPANO; mais ils se sont demandés combien d'argent et de personnes il faudrait pour faire appliquer quoi que ce soit. Ils exprimaient des inquiétudes au sujet des règles qui s'appliquaient aux pays qui ne sont pas membres de l'OPANO ou aux navires portant un pavillon de complaisance.

Certains participants avaient quelques idées à proposer lorsque les navires ne respectent pas les règles, comme d'établir des tribunaux spéciaux pour poursuivre les navires délinquants ou bannir les navires délinquants de toute pêche. Ils ont exprimé des inquiétudes au sujet de la durée nécessaire pour imposer les punitions aux navires qui font de la pêche illégale en plus de noter que les cas étaient souvent traités comme faisant partie des coûts requis pour faire des affaires. Mais les participants ont insisté sur le fait qu'il ne devait pas y avoir de mesures unilatérales; les pays doivent oeuvrer ensemble.

4. «Mesures prises par le Canada en 2004 pour contrer la surpêche et améliorer la gouvernance internationale des pêches»

Les attitudes générales des participants envers le Canada et le rôle de ce dernier dans la surpêche ont été discutées dans ce rapport. Il faut noter que rares étaient ceux qui, parmi la population générale de participants, étaient au courant de toute nouvelle initiative du Canada dans ce secteur avant d'être invités à la session.

En général, la plupart des participants considéraient le Canada d'un oeil très favorable comme pays : le Canada était considéré comme moderne et démocratique. Même s'il y avait une certaine réticence concernant l'intervention du Canada sur ce sujet, dans les quatre pays visités, les participants croyaient que le Canada pouvait prendre des mesures sur cette question d'une manière que les pays d'Europe ne pouvaient pas suivre parce que leurs gouvernements étaient en partie restreints parce qu'ils faisaient partie de l'Union européenne.

La plupart des gens croyaient que la tenue de conférences était un bon point de départ; même les intervenants directs de la pêche de Vigo et d'Aveiro, dans la plupart des cas, ont applaudi le fait que le Canada était aussi intéressé par cette question et qu'il essayait de prendre quelques mesures. Seuls quelques participants ont soulevé des doutes sur les motifs du Canada; ces participants croyaient que les mesures relevaient des intérêts particuliers du Canada.

Aveiro/Lisbonne: À Lisbonne, les perceptions au sujet du Canada étaient mixtes. Plusieurs participants ont loué les efforts déployés par le Canada pour donner suite à ce sujet et pour faire une prise de conscience; mais les autres ont souligné qu'aucun pays ne devait travailler seul sur cette question; il doit y avoir plusieurs pays et les Nations Unies doivent être impliquées. À Aveiro, le demande de collaboration internationale pour s'occuper de cette question était encore plus manifeste et les motifs du Canada ont souvent été mis en doute.

Vigo : À Vigo, les participants étaient sympathiques à la position du Canada mais on avait des doutes au sujet du Canada dès qu'on dépassait le cadre de l'OPANO et qu'on essayait de se donner de l'importance et qu'on semblait agir comme dictateur envers un pays comme

l'Espagne. On a souligné que même si le Canada avait une côte particulièrement longue, le Canada n'avait pas de flotte destinée aux mers éloignées; par conséquent, le Canada n'avait rien à perdre en prenant une position aussi dynamique. Comme l'un des intervenants l'a mentionné, *«pour être un leader, vous devez écouter et donner de la crédibilité aux autres. Le Canada doit impliquer l'Espagne comme partenaire à parts égales et non adopter une position de supériorité»*.

Le grand public de Vigo a été plus sympathique envers les plans du Canada. Ils ont aimé entendre les expressions de «surveillance continue», de «efforts diplomatiques et de sensibilisation», de «gouvernance internationale des pêches» et de «Passons à l'action». Mais ils ont été inquiets parce que trois bateaux de patrouille ne semblaient pas un grand nombre pour assurer la patrouille entre des douzaines de navires de pêche dans l'Atlantique Nord-Ouest. Ces participants voyaient le Canada comme très «généreux» d'offrir de superviser la zone réglementée par l'OPANO à proximité du Canada et ils ont formulé des souhaits pour que l'Espagne agisse comme leader de la même manière. Le gouvernement régional de Galicia a exprimé le souhait d'être également invité à la table de discussion. Il était manifeste que l'image du Canada était très positive à Vigo et une initiative dirigée par le Canada sur la surpêche serait bienvenue. On a noté également que le Canada avait admis qu'il «restait des défis à relever», ce qui était un bon commentaire dans le document.

Stockholm : À Stockholm, il était manifeste que le Canada avait une image très positive. Les gens croyaient que même si cette initiative n'était que des mots pour l'instant, cela pourrait représenter un bon point de départ. *«Le Canada doit faire partie de l'effort humanitaire mondial et il doit être impliqué avec les autres pays qui partagent cette idée»*. Le Canada était considéré comme ayant autant de crédibilité que tout autre pays pour prendre la direction des choses. Les participants du grand public considéraient le Canada comme étant un pays ayant des valeurs très voisines de celles de la Suède : calme, paisible et moraliste.

Certains intervenants directs avaient entendu dire que le Canada voulait être très impliqué dans la question et qu'il voulait prendre la direction générale de ce que le Canada proposait. On a parlé de la façon utilisée par le Canada pour détruire sa propre pêche de la morue en étant gourmand et on s'est demandé quels sacrifices le Canada accepterait de faire pour donner l'exemple aux autres pays sur cette question. Les intervenants directs du secteur de l'environnement ont donné crédit au Canada pour au moins amorcer des échanges entre les gens comme l'organisation de conférences.

Boulogne-sur-mer: À Boulogne, la réaction était similaire à celle exprimée à Stockholm, même si le sujet présentait moins d'intérêt. Une personne a déclaré que *«Boulogne est une ville très fermée; nous ne sommes pas très intéressés par les questions mondiales»*. L'image du Canada était passablement positive : un pays moderne, innovateur et démocratique. Les participants ont lu le matériel et ils ont conclu que le Canada prenait des mesures et qu'il consacrait beaucoup d'argent pour donner suite au sujet; certains voulaient voir la France s'impliquer à l'échelle nationale et pas seulement comme faisant partie de l'UE. Certains participants ont aimé l'idée de la tenue d'une conférence tandis que d'autres se demandaient si les conférences donnaient autre chose qu'un marathon de mots.

E. Dernières réflexions

1. Terminologie

Il y a eu quelques discussions dans certaines sessions lorsque le temps le permettait. C'était un élément présentant des défis puisque des expressions comme le «développement durable» et la «gestion des pêches» étaient traduites en quatre autres langues; dans l'un des cas, il n'y avait pas de traduction immédiatement acceptée du concept. Ces deux expressions semblaient avoir des connotations très positives. Il était manifeste que l'expression «développement durable» est bien connue en Europe et que les gens associent cette expression de manière positive comme étant la voie à suivre pour ne pas surexploiter les ressources comme le poisson. On associait également cette expression à la protection des espèces, à un environnement propre et à une gestion responsable. On l'a comparée à la sylviculture où chaque arbre coupé est resemé, avec respect pour la nature et accès à une ressource sans l'amenuiser. Lorsque l'expression a été expliquée comme «un développement qui répond aux besoins de la génération actuelle sans miner sa capacité pour les générations futures et répondre à leurs besoins», les gens ont immédiatement hoché de la tête en signe d'approbation.

«La gestion des pêches» est associée à la gestion de l'économie et des quotas des ressources et avec des organismes multilatéraux qui établissent des règles communes. Pour certains participants, la signification pouvait également englober les contrôles sur l'âge où le poisson peut être capturé et les types de filets qui peuvent être utilisés. Certains participants ont également mentionné que la «gestion des pêches» devrait impliquer la gestion de l'écosystème marin dans son ensemble, y compris conserver les océans libres de toute pollution et s'assurer que les espèces ne sont pas empoisonnées pendant la saison de frai. *«Nous ne devons pas amenuiser ce que nous avons. Je crois que la gestion du poisson consiste à conserver les espèces car ces ressources sont des ressources sans lesquelles nous ne pouvons pas vivre; il faut les préserver dans toute la mesure possible».*

2. Derniers conseils pour le Canada

Les participants avaient différents conseils à offrir au Canada pour traiter de cette question en général :

Vigo et Aveiro :

- Présenter plus d'informations scientifiques et d'informations sur l'état des pêches dans le monde afin qu'on puisse commencer à considérer le Canada comme une source fiable d'informations.
- Parrainer des échanges scientifiques et des conférences sur les pêches.
- Offrir d'oeuvrer sur un pied d'égalité avec les autres pays touchés par la surpêche dans l'Atlantique Nord.
- Les initiatives doivent être perçues comme une protection de l'écosystème marin et non au profit du Canada.
- Il faut parrainer un dialogue entre les propriétaires de navires, leurs capitaines et les syndicats et consulter ces intervenants.
- Il faut être ouvert à ce qui se produit dans la zone économique canadienne et montrer que le Canada s'occupe de ses propres problèmes.
- Faire encore plus dans ce sens – parrainer le dialogue et des conférences; essayer d'établir un consensus.

- Être sensible au fait que l'Espagne et le Portugal doivent être traités comme partenaires – même s'ils sont des concurrents dans l'industrie de la pêche.
- Montrer ce qui se fait maintenant et comment la contribution du Canada à la solution du problème se compare par rapport aux autres pays.
- Donner au gens les informations sur ce qu'ils peuvent faire pour exercer des pressions pour que leurs propres gouvernements prennent également des mesures.

À Stockholm:

- Investir des fonds dans un plus grand nombre de documentaires télévisés et dans des publications qui présenteront le point de vue du Canada. Obtenir la participation du canal Discovery au sujet de la surpêche.
- Trouver un moyen de faire étiqueter les produits du poisson si ces derniers sont capturés en utilisant des pratiques de pêche durables.
- Le Canada doit prendre des mesures vigoureuses que les membres de UE, comme la Suède, ne peuvent pas prendre.
- Montrer que vous mettez en pratique ce que vous prêchez en démontrant les efforts de conservation faits par le Canada dans ses propres eaux.
- Offrir des propositions complètes avec des dates limites.
- Manifester du respect pour ce que les scientifiques disent.

À Boulogne-sur-mer :

- Informer les gens, comme l'Allemagne où le mouvement écologique et les parties vert sont plus vigoureux.
- Montrer le lien direct avec le concept de développement durable et indiquer qu'il y a des limites à la croissance.
- Être honnête dans vos communications et éviter les histoires à sensation.
- Présenter les faits dans des émissions sur la nature à la télévision.
- Adresser aux jeunes dans les écoles où il est possible de changer les impressions; créer des trousseaux d'information pour les professeurs au sujet de l'état des pêches.

À Lisbonne :

- Fournir des informations sur la surpêche qui peuvent être utilisées dans les écoles.
- Communiquer avec les autres gouvernements, y compris le Portugal.
- Donner au gouvernement du Portugal des informations qui peuvent être communiquées directement à la population du Portugal.